



Prise de parole du CCA le 1^{er} juin.

Après le 5 mai à Paris, le CCA s'est mobilisé ce samedi 1er juin pour participer à la marche de la Place de la République à la place Kléber, organisée par le Front De Gauche. Cette manifestation a rassemblé près de 200 personnes contre l'austérité. Le CCA a pris la parole place Kléber pour dénoncer la Finance et démasquer le FN.

La lutte continue le 9 juin à Paris où les femmes manifesteront contre les politiques d'austérité qui les touchent de plein fouet.

Camarades !

Nous sommes présents ici pour apporter tout notre soutien aux salariés de Virgin.

Nous sommes présents ici pour apporter tout notre soutien aux victimes de la recherche du profit maximum, aux victimes de Butler-Capital.

Vingt-six magasins fermés, un millier de personnes licenciées, broyées pour

toujours plus de profit !

Mais à travers notre soutien aux salariés de Virgin, nous rappelons notre solidarité avec les salariés qui sous la même loi impitoyable du capital ont été privés de leur emploi et de leur salaire.

Nous rappelons le soutien indéfectible du Front de Gauche, aux salariés qui voient leurs salaires baisser et leurs conditions de vie se dégrader, aux salariés qui souffrent du capital et de ses appétits féroces.

Nous rappelons notre soutien total et entier aux ouvriers de Senerval, d'Arcelor-Mittal, à ceux de PSA AULNAY.

Et c'est avec amertume que nous nous rappelons des promesses d'un certain parti qui ne mérite pas son nom, et qui ne peut pas être considéré comme faisant partie de la gauche : le PS. Nous n'avons pas oublié les belles paroles de Montebourg et de Hollande.

Et nous ne pouvons que constater avec colère la trahison de la classe ouvrière par le gouvernement socialiste, la trahison des salariés par le gouvernement socialiste !

Et cette défense ardue des intérêts de la finance et du grand patronat par ce même gouvernement socialiste !

Mais pour lutter contre ces licenciements, pour lutter contre la loi de la finance qui ne cherche nullement à développer l'économie de France, mais qui ne cherche que son propre profit, des pistes nous sont données par les salariés en lutte eux-mêmes.

Je parle bien sûr des Fralibs, de leur lutte héroïque contre le géant Unilever !

Et cette réponse nous la connaissons tous.

A ces usines qui ferment alors qu'elles sont florissantes, à ces usines qui ferment sur des logiques financières, nous répondons NATIONALISATION !

Nationalisons les usines de France qui marchent, mais qui ne font pas assez de bénéfices pour ces messieurs de la finance !

L'économie française est une chose trop grave pour la laisser entre les mains de la finance.

C'est au peuple de gérer son économie !

Si on n'établit pas la véritable démocratie populaire de la sixième république, si on ne lutte pas contre les diktats de la finance, alors la crise du capital se répandra avec sa traînée de misère, de souffrance et de mépris sur la France, comme elle se répand aujourd'hui sur la Grèce.

Pour pouvoir assurer ses intérêts, la finance, comme elle l'a fait dans les années 30 en Allemagne, financera les fascistes.

Déjà aujourd'hui les médias tirent à boulets rouges contre le Front de Gauche et contre Mélenchon, mais assurent le tapis rouge au Front National et à sa mégère.

On voit comment en Grèce, avec la complicité d'une certaine police et des certains médias, un parti néonazi se développe et assure la loi sanglante du capital dans des quartiers entiers de Grèce.

Déjà partout dans les médias, on développe la haine de l'autre, la haine de l'étranger, la haine du musulman.

Les partis fascistes des années 30 avaient leur cible toute trouvée : le juif.

Aujourd'hui ces partis fascistes ont choisi le musulman comme responsable de la crise.

Mélenchon a mille fois raison, à la fin ce sera Front contre Front :

**Le Front National ou le Front de Gauche,
Le front du capital ou le Front Populaire !**

En avant camarades, notre lutte est belle, car notre lutte est juste !

Se pose aujourd'hui à nous la question centrale :

Est-ce au peuple de gérer les affaires du peuple ?

Notre réponse est sans équivoque : oui

Au moment où la crise générale du capitalisme impose la souffrance et la misère partout dans le monde, en Europe et en France, il est temps d'instaurer des règles où le peuple gère les affaires du peuple, pour le peuple.

Pour lutter contre les diktats de la finance, le peuple doit imposer sa loi.

Il est temps que cette république des banques laisse la place à la république du peuple !

Vive la sixième république !

Vive le front de gauche !

Vive le Front populaire de gauche !

UNIS ET DETERMINES NOUS ALLONS GAGNER !

